
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60414

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Erschwert wird der Dialog zwischen Wissenschaft und Politik aus der Sicht der Praktiker vor allem durch die mitunter anzutreffende Tendenz der Akademiker, sich in den Bereich der Theorie zurückzuziehen (CABLE, WALLACE), während umgekehrt die stärker theoretisch ausgerichteten Fachvertreter am Beispiel der Menschenrechte (J. VINCENT) und der International Political Economy (R. TOOZE) die mangelnde Bereitschaft der Politiker und Fachkollegen beklagen, ihre Erkenntnisse überhaupt aufzugreifen oder in konkrete politische Schritte umzusetzen. Daß der akademische Diskurs aber auch mitunter schlichtweg hinter der politischen Entwicklung zurückbleibt, zeigt der Beitrag über die in den USA zeitweilig geführte Debatte über ausländische Wirtschaftsinvestitionen (M. HODGES).

Ein direkter Austausch zwischen Wissenschaft und Politik bildet daher – auf Großbritannien bezogen – eher die Ausnahme, findet aber gelegentlich durchaus statt, wie F.D. BERMAN (Legal Adviser im Foreign Office) und T. DALYELL (langjähriger Labour-Abgeordneter im Unterhaus) mit instruktiven Beispielen belegen. Letztlich ist aber dem Urteil der Herausgeber sicherlich zuzustimmen, daß vor allem der indirekte Einfluß, den die Wissenschaft durch die Rezeption von Büchern, Artikeln und Kommentaren auf die Politik ausübt, keineswegs unterschätzt werden sollte.

Rainer LAHME, Passau

Ulrich LAPPENKÜPER, *Die Mission Radowitz. Untersuchungen zur Rußlandpolitik Otto von Bismarcks (1871–1875)*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1990, 597 p. (Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 40).

La politique extérieure de l'Empire allemand des années 1870 comporte encore de multiples affaires mal éclaircies et parmi celles-ci, la mission extraordinaire à Saint-Pétersbourg en février – mars 1875 du conseiller de légation Joseph-Maria von Radowitz. Ce jeune diplomate de 35 ans en poste à la Wilhelmstrasse depuis 1872, fut envoyé par Bismarck à Saint-Pétersbourg pendant la convalescence de l'ambassadeur, le prince de Reuss. Radowitz arriva sur les bords de la Néva le 4 février 1875 et revint à Berlin le 21 mars. Pendant ce mois et demi il fut reçu avec beaucoup d'égards par le tsar Alexandre II et eut de nombreux entretiens avec les dirigeants russes et plus particulièrement avec le chancelier Gortchakof. Cette mission insolite et quelque peu mystérieuse a beaucoup intrigué les diplomates de l'époque; elle a suscité dans la presse plusieurs polémiques successives; à l'une d'elle Bismarck a pris part après son départ des affaires. Quant aux historiens des relations internationales ils se sont interrogés sur les objectifs de Bismarck et les résultats obtenus. Lappenküper a repris le dossier et consulté la totalité des sources disponibles en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Grande-Bretagne et en France. Il manque seulement les documents diplomatiques russes qui, dans les années 1980, n'étaient pas encore accessibles aux historiens de la République Fédérale. Quant aux documents allemands, ils sont lacunaires car Bismarck aurait fait disparaître de nombreuses pièces sur »l'alerte de 1875«.

La thèse qui a été soutenue à Bonn en 1988, apporte des informations précises sur la personnalité de Radowitz qui était à ce moment-là l'un des proches collaborateurs et confidents du chancelier. Cependant il ne fit pas la carrière qu'il pouvait espérer et n'obtint pas la fonction de secrétaire d'Etat à laquelle il s'était préparé car il perdit la confiance de Bismarck puis se heurta à l'animosité tenace du conseiller Holstein dont on connaît le rôle décisif à la Wilhelmstrasse pendant 30 ans. Son dernier poste fut l'ambassade de Madrid (1892–1908).

Cette mission extraordinaire a été décidée par Bismarck seul lequel a instruit Radowitz sur tout ce qu'il devrait faire et laisser entendre là-bas. Bismarck était inquiet de la dégradation des relations germano-russes dans une conjoncture internationale où il craignait l'établissement d'une constellation diplomatique »à la Kaunitz« qui associerait la France, la Russie et l'Autriche. La France se redressait et dans les milieux dirigeants allemands on se demandait

s'il ne serait pas opportun de lancer contre elle une guerre préventive; l'Autriche-Hongrie était si peu sûre que dix ans après Sadowa, Bismarck s'interrogeait sur l'éventualité d'une nouvelle guerre au sud. Dans les deux cas de figure il faudrait assurer à l'Allemagne la sécurité de sa frontière orientale, c'est-à-dire obtenir la neutralité russe. La Russie y serait-elle une nouvelle fois disposée? C'est dans ce contexte que s'inscrit la mission qui aurait eu pour but de sonder les intentions des Russes et de leur proposer un marché: l'Allemagne leur laisserait les «mains libres» en Orient en contrepartie de la neutralité russe si un nouveau conflit se déclarait à l'ouest du côté de la France. Nous ne savons pas avec précision comment les choses ont été présentées et comment les Russes ont répondu à ces ouvertures. Ils ont sans doute laissé trainer les choses et Radowitz est rentré avec de bonnes paroles mais les mains vides.

Alors que Radowitz négociait encore à Saint-Petersbourg, Bismarck apprenait avec une grande irritation le vote par le parlement français de la loi dite des cadres. Certes entre le vote d'une loi militaire et son application, des délais étaient nécessaires. Bismarck sentait monter la menace «d'un encerclement de l'Allemagne». La Russie paraissait s'éloigner. Quant à l'Autriche-Hongrie, elle gardait la distance. Prolongeant la mission Radowitz sur un autre terrain «Bismarck fit engager au début d'avril 1875 par l'intermédiaire des journaux officiels qu'il utilisait à cet effet (*Post*, *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, *Kölnische Zeitung*), une campagne de presse alarmiste dont le point d'orgue fut le titre d'un article paru le 8 avril 1875 dans *Die Post* avec le titre suivant: «Der Krieg in Sicht?», «La guerre est-elle en vue?». Cette phrase mit les chancelleries et les journaux en émoi. Ballon d'essai? Tentative d'intimidation? Menace réelle? Rapidement on put lire dans la presse qu'une guerre contre la monarchie danubienne n'avait aucun fondement. Mais une guerre préventive à l'ouest, c'est-à-dire contre la France, était-ce «une fable» comme on l'a dit plus tard ou était-ce une hypothèse dont il fallait tenir compte? Le ministre français des Affaires étrangères, le duc Decazes, prit d'autant plus l'affaire au sérieux que Radowitz avait tenu à Berlin devant l'ambassadeur français Gontaut-Biron des propos inquiétants («Il aurait trop parlé», aurait dit plus tard l'Empereur Guillaume I^{er} étranger à toute cette agitation). Decazes n'eut aucun mal à faire admettre à Londres et à Saint-Petersbourg que la France ne nourrissait pas de projet belliqueux. A la suite d'une intervention russo-anglaise et d'une visite du tsar à Berlin, Bismarck dut faire machine arrière et publier un communiqué apaisant.

De ces événements du printemps 1875, on peut tirer plusieurs enseignements:

La légendaire habileté de Bismarck en matière de relations internationales est dans ce cas précis prise en défaut. La mission Radowitz a été un «coup manqué», un faux-pas et la campagne de presse d'avril 1875 a été une fuite en avant, une gesticulation absurde, avec à la base une erreur d'analyse. Bismarck a montré ses propres limites et a été obligé de battre en retraite. A-t-il subi «une sévère défaite diplomatique»? Ce serait aller bien loin car sa position n'est pas ébranlée. Par la suite il a montré que son sens de la manœuvre et ses facultés de rebondissement restaient intactes.

Le nouvel Empire allemand occupe dans les relations internationales une place centrale; mais son insertion dans le cercle des puissances européennes n'a pas encore trouvé son centre de gravité. L'Entente des trois empereurs est fragile et se désagrège; la traditionnelle amitié prusso-russe s'affaiblit; la Grande-Bretagne reste à l'écart. En avril-mai 1875, à la suite des fausses manœuvres de Bismarck, s'esquisse dans une conjoncture spécifique la constellation de puissances – Grande-Bretagne, Russie, France – qui s'associeront plus tard dans la Triple Entente et dans la coalition de guerre de 1914. Cette conjonction bien que fugitive et sans lendemain assurément, démontre que l'Empire allemand ne domine pas l'Europe, qu'il y dispose seulement comme l'a écrit L. Dehio «d'une position semi-hégémonique».

Les rapports germano-russes sont au cœur de la mission Radowitz et l'une des préoccupations majeures de Bismarck. Au lendemain du traité de Francfort, il écrivait: «La Russie est l'alpha et l'oméga de la politique allemande tant que l'Autriche-Hongrie n'est pas sûre et tant que l'Angleterre ne reconnaît pas que l'Allemagne est son seul allié.» En 1875 l'Empire russe

paraissait s'éloigner de l'Allemagne et l'Angleterre n'avait pas encore répondu aux appels de Bismarck et nous savons qu'elle n'y a jamais répondu. Dans l'hypothèse d'une nouvelle guerre européenne, la neutralité bienveillante de la Russie était vitale pour l'Allemagne. C'est pourquoi il fallait prévenir un éventuel rapprochement entre la Russie et la France. La mission de Radowitz aurait été d'essayer d'éclaircir les relations entre le Pont-aux-Chantres et le Quai d'Orsay et de faire comprendre à la Russie que l'Allemagne ne serait pas un adversaire de ses projets en Orient pour obtenir la réciprocité à l'ouest. Dans cet esprit Bismarck rappelait au prince de Reuss qui avait repris la direction de son ambassade, que l'amitié avec la puissance de l'est était « l'un des devoirs majeurs de la politique prussienne » (3 avril 1875).

Bismarck était conscient de la fragilité des acquis de 1866 et de 1870-1871 lesquels ne seraient vraiment assurés que si la neutralité bienveillante de la Russie restait acquise à l'Allemagne. Dans le cas contraire, une guerre sur deux fronts serait une folie. Nous touchons ici l'un des fils rouges de la politique étrangère de Bismarck et l'une des données permanentes de la politique allemande. Malgré les désaccords et les nombreux conflits de personnes et d'intérêts, Bismarck a toujours été partisan de maintenir des liens avec la Russie et de les renouer quand des événements internationaux imprévus étaient venus les contrarier. Au début de 1890, la définition de la politique que doit tenir l'Allemagne à l'égard de la Russie, est l'une des dimensions du conflit qui oppose le vieux chancelier à Guillaume II et qui l'accule à la démission.

Cette thèse porte sur un moment précis, les débuts de l'année 1875; c'est un livre solide, méthodique et bien informé qui éclaire sur les pratiques et les objectifs de Bismarck et plus particulièrement sur les rapports entre la Russie et l'Allemagne. A ce titre, il intéressera les spécialistes de l'histoire de l'Empire allemand et ceux des relations internationales.

François ROTH, Nancy

Thomas WELSKOPP, *Arbeit und Macht im Hüttenwerk. Arbeits- und industrielle Beziehungen in der deutschen und amerikanischen Eisen- und Stahlindustrie von den 1860er bis zu den 1930er Jahren*, Bonn (J. H. W. Dietz) 1994, 799 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Sozialgeschichte e.V. Braunschweig/Bonn).

Welskopp nous propose une étude comparative de l'industrie de l'acier dans la région de la Ruhr et de celle de la Pennsylvanie. L'enjeu est de lier l'histoire industrielle et technique à l'histoire ouvrière pour faire émerger la corrélation entre organisation du travail et relations sociales. L'étude comparative Allemagne/États-Unis distingue trois phases d'évolution aussi bien au niveau technique, que de la production et de l'organisation ouvrière. A l'origine, elles sont identiques dans les régions choisies, mais évoluent différemment dans le temps en raison des sphères d'actions organisationnelles et politiques autrement pondérées.

De 1860 à 1880, l'ensemble de la production d'une aciérie (hauts-fourneaux, laminoirs) est divisé en procédés indépendants avec des équipes d'ouvriers hautement qualifiés à côté de manœuvres pour le transport du minerai de fer ou du coke par exemple. Il s'agit d'un « Team-System » où le salarié, en tant qu'ouvrier de métier, jouit d'une fierté professionnelle et dispose d'une certaine indépendance face à la direction. Le mouvement ouvrier joue un rôle important dans les relations professionnelles et sociales. Les entreprises de cette période sont de taille moyenne et évoluent dans une conjoncture économique à prix élevés.

Avec la mécanisation partielle de la production d'acier durant les années 1880-1910, appelé « Drive-System », les relations de travail vont être profondément modifiées. Thomas Welskopp démontre que la production d'acier en continue dans de grandes unités de production se fait sous la direction de quelques techniciens ou ouvriers spécialisés, aidés par des bataillons de manœuvres sélectionnés pour leur force physique et leur endurance. La qualification devient le monopole de quelques-uns. La direction exerce un contrôle très étroit pour assurer un rendement sans cesse croissant dans un climat social de faible pouvoir syndical et de risque